

Pétitions

réduire le déficit ou non et que ces personnes fassent un travail nécessaire pour le bien de la société ou non.

Le gouvernement actuel devrait tirer du programme d'éradication de la brucellose une leçon importante pour l'avenir. Il est inadmissible de confier purement et simplement les grandes décisions au secteur privé. Celui-ci ne peut pas prendre ce genre de décision et obtenir un tel résultat. Le gouvernement devrait prendre le temps de méditer sur cette grande victoire. On pourrait se débarrasser complètement d'un bien plus grand nombre de problèmes en adoptant une tactique analogue, sous la direction du gouvernement. Il faudrait renoncer à réduire les crédits à la recherche sur la lutte contre les maladies en songeant à la réussite que constitue le programme de lutte contre la brucellose.

Des voix: Bravo!

* * *

PÉTITIONS

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est): Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions des habitants de Notre-Dame-de-Grâce et de différents autres secteurs de Montréal. Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada de revenir sur sa décision rétrograde de désindexer les allocations familiales, ce qui réduirait le pouvoir d'achat des Canadiens vraiment nécessiteux.

M. Sergio Marchi (York-Est): Monsieur le Président, je désire également présenter à la Chambre plusieurs pétitions que j'ai reçues et qui exhortent le gouvernement et le premier ministre (M. Mulroney) à tenir leur promesse de ne pas désindexer les allocations familiales. J'ai des pétitions provenant de la circonscription d'Etobicoke-Lakeshore, une qui vient de Surrey-White Rock-Delta-Nord, dans l'Ouest, une autre qui émane des résidents de la circonscription de Regina-Est, et une autre qui provient de la circonscription de Trois-Rivières, dans la belle province. J'ai également une pétition émanant de Portneuf au sujet de la désindexation des allocations familiales. J'en ai une qui vient de la circonscription de Charlevoix, une autre de Halifax, une autre encore de la circonscription de mon chef, Vancouver Quadra, et enfin une autre qui émane de la circonscription de Broadview-Greenwood, dans la région de Toronto. La dernière pétition vient de la circonscription de Laval.

[Français]

M. Guy Ricard (Laval): Monsieur le Président, j'ai une pétition à présenter au nom du Cercle des fermières de Sainte-Dorothée, relativement aux allocations familiales.

[Traduction]

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, j'ai également des pétitions concernant la désindexation des allocations familiales. La première émane des résidents de la réserve

indienne de God's Lake, à God's Lake Narrows. Dans cette pétition, le chef David Nazzie, déclare ce qui suit: «Les autochtones sont les premiers habitants du Canada et ils ont été dépouillés de leur dignité, de leurs droits, de leur patrioisme, de leur fierté...»

M. le Président: A l'ordre. A mon avis, la présentation de cette pétition dégénère en discours.

M. Murphy: En présentant cette pétition, le chef me demande de dire que le gouvernement désire encore enlever aux habitants de cette réserve le peu qui leur reste.

J'ai une autre pétition concernant le projet de désindexation des allocations familiales. Elle vient de la circonscription de Dauphin-Swan River. Les citoyens de cette circonscription disent vouloir que le gouvernement revienne sur sa décision et annule les hausses d'impôt injustes dont il accable les personnes qui ont le plus besoin d'argent.

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, je souhaite également présenter à la Chambre deux pétitions, signées par des résidents du Nouveau-Brunswick et de l'Alberta respectivement. Tous ces pétitionnaires, ainsi que les Canadiens dans tout le pays, demandent au gouvernement de revenir sur sa proposition visant à réduire l'indexation des allocations familiales. Ils se joignent à bon nombre d'autres Canadiens pour protester contre cette initiative.

LE CONTRÔLE DE LA PORNOGRAPHIE

M. Ross Belsher (Fraser Valley-Est): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre des pétitions signées par des membres de la Reformed Congregation of North America, de l'Église Central Mennonite Brethren de Chilliwack et de l'Église Emmanuel. Toutes ces congrégations qui se trouvent à Chilliwack, en Colombie-Britannique, exhortent le gouvernement fédéral à adopter des dispositions législatives plus précises en matière d'obscénité et à appliquer plus strictement les mesures de contrôle de la pornographie.

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur le Président, je voudrais présenter une pétition au nom des résidents de l'est de l'Ontario qui demandent au gouvernement de ne pas adopter le projet de loi visant à désindexer partiellement les allocations familiales.

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par des résidents de Coquitlam, Delta, Burnaby et Surrey, localités qui se trouvent toutes dans la région que je représente en Colombie-Britannique. Les pétitionnaires demandent à leur député de présenter une pétition en leur nom, ce que j'ai l'honneur de faire. Ils prient le gouvernement de supprimer le projet de loi visant à désindexer partiellement les allocations familiales, programme universel, à leurs yeux comme aux nôtres.